



► Mission prospective sur la revitalisation commerciale des villes petites et moyennes.

André Marcon.

Rapport remis au ministre de la Cohésion des territoires.

La Documentation française. 15 mars 2018. 114 p.

Piloté par André Marcon, le présent rapport s'inscrit dans le cadre des suites du programme « *Action coeur de ville* » annoncé lors de la Conférence nationale des territoires en décembre 2017. La mission a procédé à une consultation de différents acteurs publics et privés concernés par la problématique de la revitalisation des villes moyennes. Sur cette base, la mission a identifié quatre volets d'intervention pour stimuler l'attractivité des centres-villes : Gouvernance / Urbanisme, action foncière, politique de l'habitat et socles commerciaux et d'activité / Attractivité et animation urbaine / Innovation, communication, commerce de demain.

I Développement économique

► Les six France de l'emploi : bouleversements économiques dans les territoires.

Jean-Marc Zaninetti.

Population & Avenir, n° 737. Mars 2018. 17 p.

La crise économique de la période 2008-2015 est la plus sévère que le monde ait connu depuis celle de 1929. A-t-elle eu des effets territoriaux majeurs en France ? Pour répondre à cette question, il importe d'étudier finement la redistribution géographique des emplois sur le territoire national. Cela conduit à montrer un bouleversement dans les évolutions des territoires français, bouleversement qui interroge sur ce que devrait être une politique nationale d'aménagement du territoire.

► Quel avenir pour la *French Tech* ?

Terra nova - Mathis Cohen ; Thibaud Frossard.

Note, mars 2018. 24 p.

La marque *French Tech* a contribué au dynamisme et à la réussite de l'écosystème entrepreneurial technologique français, lequel est aujourd'hui bien mieux structuré : les investisseurs sont de retour à des niveaux d'avant crise, les start-ups se développent, les incubateurs et autres accompagnateurs n'ont jamais été aussi nombreux. Pour redonner un nouveau sens à ses missions, les auteurs

recommandent de ne plus maintenir la *French Tech* sous administration publique, mais de transférer la marque à une Fondation reconnue d'utilité publique, sur le modèle anglo-saxon. Ce mode de gestion innovant lui redonnerait une nouvelle vigueur et permettrait à la *French Tech* d'essaimer davantage à l'étranger.

I Développement territorial

► Métropoles, villes intermédiaires et ruralités. Quelles interactions au service du développement territorial ?

Actes de la rencontre IADT du 23 et 24 novembre 2017.

Institut d'Auvergne du développement des territoires (IADT). Mars 2018. 37 p.

Parmi les restitutions figurent les échanges lors des sessions plénières suivantes : "Villes intermédiaires : quelles opportunités entre ruralités et métropoles ?" ; "Quels effets des métropoles sur les ruralités : enjeux méthodologiques". "Eclairages internationaux sur le dialogue rural-urbain".

I Economie collaborative

► Economie collaborative : comment encadrer et encourager le pouvoir de la "multitude" ?

Alain Busson ; Séléna Coquil ; Alice Vasseur.

Terra Nova ; Rapport, mars 2018. 47 p.

Fondée sur le partage, sur la mise en commun d'actifs de toutes sortes et de nouvelles formes d'organisation du travail, l'économie collaborative se développe en remettant en cause les modèles traditionnels. Prenant appui sur la transformation digitale et les mécanismes de « pair à pair », elle permet de proposer de façon ergonomique et à moindre coût des services dans de nombreux domaines : transport, hébergement, services à la personne, bricolage... Le présent rapport explore des réponses aux principaux problèmes générés par cette « nouvelle économie » et dégage une série de propositions pour permettre à la société de profiter pleinement de ces innovations organisationnelles tout en préservant les droits fondamentaux de celles et ceux qui y contribuent.

I Education - Enseignement supérieur et Recherche

► Territoires apprenants, la pédagogie à l'épreuve.

Luc Gwiazdzinski ; Guillaume Drevon. Pacte

Laboratoire de sciences sociales ; Laboratoire de sociologie urbaine (LASUR).

Diversité, n° 218. « L'expérience du territoire. Apprendre dans une société durable ». 12 p.

Autour du terme générique « territoire apprenant », se déploient actuellement des dispositifs « géo-pédagogiques » partenariaux, hybrides, in vivo, in situ et hors les murs. Dans un contexte favorable à la « territorialisation de l'activité éducative », à l'apprentissage par la pratique et à l'approche expérientielle il paraît utile de documenter ces expérimentations, de préciser les concepts, de repérer les innovations, synergies et apports possibles au service du droit à l'éducation pour tous.

► [Territoires & Education]. Rapport annuel de l'inspection générale de l'éducation nationale et de l'inspection générale de l'administration, de l'éducation nationale et de la recherche.

IGA ; IGAENR. Mars 2018. 143 p.

Au sommaire : l'émergence de la notion de territoire : une territorialisation progressive du système éducatif ; les nouvelles frontières de la territorialisation : la place de la pédagogie, le déploiement de l'action dans l'espace et le temps, entre LOLF et décentralisation ; l'enseignement supérieur et la recherche : des territoires et des organisations spécifiques ; les territoires académiques : perspectives.

I Insertion professionnelle - Emploi

► Faciliter la mobilité quotidienne des jeunes éloignés de l'emploi : une évaluation expérimentale.

Denis Anne ; Julie Le Gallo ; Yannick L'Horty.

Fédération de Recherche travail emploi et politiques publiques (TEPP).

Rapport de recherche du TEPP, n° 18.2. Février 2018. 27 p.

La capacité de mobilité quotidienne des jeunes, en transport individuel ou collectif, est un facteur déterminant de leurs chances d'insertion professionnelle, en particulier pour les jeunes décrocheurs qui ont quitté le système scolaire sans accéder à une formation ou à un emploi, et pour qui la faible capacité de déplacement est un obstacle avéré à l'insertion professionnelle. Dans ces conditions, comment améliorer la mobilité de ces jeunes décrocheurs ? Dans cet article, les auteurs présentent les résultats d'une évaluation d'impact par expérience contrôlée de seize dispositifs innovants ciblés sur ce public particulier. Portés par des associations locales ou nationales, ces dispositifs ont des contenus variés : diagnostic en matière de mobilité, formation à la mobilité dans le cadre d'ateliers, apprentissage de modes de transport alternatifs, mise à disposition de deux-roues, aides financières et accompagnement pour le passage du permis de conduire et pour l'acquisition d'un véhicule.

I Intercommunalité

► 1263 EPCI à fiscalité propre au 1er janvier 2018, dont 21 métropoles.

A. Mainguené ; Lionel Sebbane.

Ministère Intérieur - DGCL Département des études et des statistiques locales ; Ministère de la Cohésion des territoires.

Bulletin d'information statistique (BIS), n° 122. Mars 2018. 4 p.

Au 1er janvier 2018, la France compte 1 263 établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, soit trois de moins que l'année précédente. Il y a désormais 21 métropoles (hors métropole de Lyon), contre 14 en janvier 2017 : cinq communautés urbaines (CU) et deux communautés d'agglomération (CA) se sont transformées en métropoles. Par ailleurs, deux fusions et une dissolution ont eu lieu courant 2017. Enfin, 136 communes ont changé de groupement à fiscalité propre.

► Pour une intercommunalité choisie.

36000 Communes, n° 353. Mars 2018. pp. 5-8.

Les retours des maires sur le fonctionnement des intercommunalités se font parfois alarmants. Face à certaines situations de détresse, qui sont tout autant humaines que démocratiques, l'AMRF s'est engagée de longue date dans la défense du principe de l'intercommunalité choisie.

I Logement - Habitat

► Rénovation urbaine et trajectoires résidentielles : quelle justice sociale ?

Christine Lelévrier.

Metropolitiques, mars 2018. En ligne.

Perçue par beaucoup comme un facteur de gentrification et d'éviction des classes populaires, la rénovation urbaine contemporaine dans les quartiers d'habitat social répond en réalité à une logique différente. En retenant sur place les catégories les plus modestes et en offrant aux fractions stables des classes populaires des possibilités de promotion résidentielle locale, permet-elle pour autant d'assurer une plus grande justice sociale ?

► Habitat participatif et logement social : une alliance innovante et fructueuse.

Hélène Joinet ; Lucile Mettetal.

Note rapide Société-Habitat, n° 769. IAU-Ile-de-France. Mars 2018. 4 p.

Initié par un groupe d'habitants désireux de s'impliquer dans la conception, la construction et la gestion

de leur logement, l'habitat participatif mobilise une pluralité d'acteurs à travers des approches innovantes. Les organismes HLM s'investissent de plus en plus dans la démarche, avec des modalités d'accompagnement souvent complexes, mais pour de réels bénéfices partagés.

► Du redressement économique au projet urbain. Gestion financière des HLM et genèse de la rénovation urbaine (1980 2000).

M. Tournon.

Metropolitiques, mars 2018. En ligne.

Souvent considérée comme une rupture, la rénovation urbaine lancée en 2003 s'inscrit en réalité dans une histoire plus longue du mouvement HLM. Sa genèse remonte aux premières démolitions des grands ensembles et aux difficultés économiques des organismes HLM, dont la gestion, depuis la fin des années 1970, a été progressivement associée à des projets urbains de « rééquilibrage du peuplement ».

I Lutte contre les discriminations

► Droits culturels et lutte contre les discriminations.

Collectif.

Les Cahiers de la LCD. 2018 / hors-série n° 1. Ed. L'Harmattan. Mars 2018. 218 p.

Pour son premier hors-série, les *Cahiers de la lutte contre les discriminations* proposent d'éclairer la notion de « Droits culturels » à travers des définitions et des mises en pratique de ce concept.

Articles à signaler : "Pourquoi aujourd'hui, la politique de la ville se mobilise-t-elle en faveur de la notion de droits culturels ?" Corinne Bord. / "Analyse des discriminations multiples sous l'angle des droits culturels : qu'est-ce qu'une valorisation ?" Patrice Meyer-Bisch. / "Retours d'expériences sur le LaboThéâtre d'émancipation sociale entre artistes, chercheuses et habitant.e.s" Élise Vinet, Hélène Chiron, Géraldine Bénichou.

I Politique de la ville

► Repenser la ville intelligente dans les quartiers prioritaires.

Métropole lyonnaise : avancées et enjeux de la ville intelligente sur les territoires en politique de la ville.

C. Foret ; P. Gargov ; M. Baldassi.

Grand Lyon la métropole - Millénaire3. Mars 2018. 76 p.

Cette étude exploratoire, réalisée par *Seeklup/pop-up urbain* et FRV100, vise à questionner les opportunités que la ville intelligente peut représenter pour les quartiers prioritaires : quels sont les domaines d'action et les formes d'innovation présentes dans ces quartiers et en quoi ces formes d'innovation réinterrogent-elles le concept de ville intelligente ? Pour répondre à ces questions, cette étude aborde sept domaines dans le cadre d'un benchmark national et local : l'accès au droit, la citoyenneté, la formation aux outils numériques, l'insertion professionnelle, l'entrepreneuriat, le logement, la mobilité et les arts numériques. Cette analyse est complétée par une approche prospective qui questionne les tendances observées.

► Programme de co-évaluation des conseils citoyens dans le cadre des travaux de l'Observatoire national de la politique de la ville (ONPV) et avec le soutien du CGET. Synthèse nationale.

Léa Billen - Universités Paris Nanterre et Paris I Panthéon Sorbonne.

APPUII. Mars 2018. 39 p.

Fin 2016, les universités Paris Nanterre et Paris 1 ont lancé un programme de recherche dans le cadre des travaux de l'ONPV, avec l'appui du CGET et du GIS *Démocratie et Participation*, et la participation de la *Coordination Pas sans Nous*, associant conseillers citoyens, étudiants et chercheurs dans la

réalisation d'évaluations qualitatives des conseils citoyens. Il s'agissait d'analyser la façon dont les conseils citoyens ont été mis en place, leurs fonctionnements et marges de manœuvre, les dynamiques qu'ils ont (ou non) contribué à engager, leurs relations avec d'autres partenaires (associations, collectivités territoriales....), leur influence dans la conduite de la politique de la ville, leur participation aux instances de pilotage. Une synthèse nationale issue des différentes études du programme de co-évaluation des conseils citoyens est désormais disponible.

► **La recomposition de la politique de la ville à l'heure de la montée en responsabilité de l'intercommunalité. Synthèse enquête IRDSU 2017.**

Inter-réseaux des professionnels du développement social urbain. Mars 2018. 30 p.

L'IRDSU réalise chaque année depuis 2008, en partenariat avec le CGET, une enquête nationale auprès des professionnels de la politique de la ville et du développement social urbain, quelles que soient leurs responsabilités ou leurs fonctions dans les équipes-projet locales. L'enquête a porté cette année sur l'intercommunalité et sur son rôle grandissant dans le pilotage de la Politique de la ville. Elle s'inscrit dans la suite de l'enquête de 2016 sur l'ingénierie dans les contrats de ville.

► **Le Grand Paris. Quel avenir pour les quartiers populaires ?**

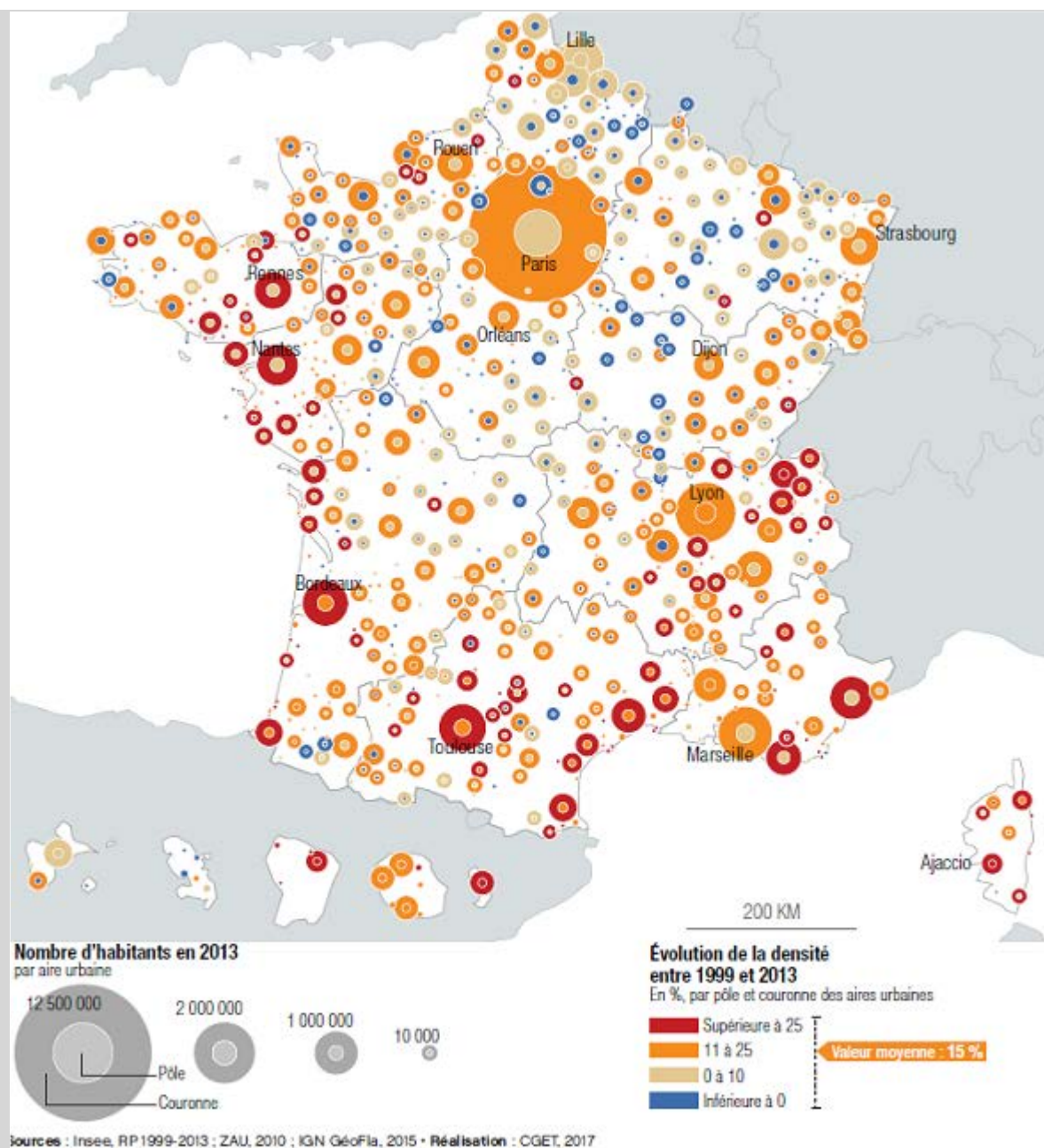
France culture. Mars 2018. 56 mn. Podcast.

Comment ces quartiers dits prioritaires ou sensibles, vont-ils pouvoir se faire une place dans le grand projet urbain en construction ? Comment lutter contre les fractures sociales et spatiales de la métropole ?

I Population

Une carte, un focus

► **Évolution de la densité de population au sein des aires urbaines**



► Une forte augmentation de la densité dans les couronnes des agglomérations les plus dynamiques

Par rapport aux autres pays d'Europe occidentale, la France est un pays peu dense : on y compte en moyenne 104 habitants par km², contre 227 en Allemagne, 266 au Royaume-Uni, 370 en Belgique et jusqu'à 500 aux Pays-Bas. La situation française est comparable à celle du Danemark (132 hab./km²) ou de l'Autriche (104 hab./km²), avec toutefois une superficie bien supérieure pour la France. Mais le territoire français est peuplé de manière très hétérogène : la région parisienne, les grandes agglomérations, le bassin minier, les littoraux et les grandes vallées fluviales concentrent l'essentiel de la population. A l'échelle des agglomérations, la densité des grands pôles urbains (834 hab./km²) est bien supérieure à celle de l'espace périurbain qui les environne (74 hab./km²). Cependant, le mouvement de périurbanisation provoque une forte augmentation de la densité dans les zones périurbaines : + 18 % en moyenne entre 1999 et 2013, et jusqu'à plus de 25 % dans les couronnes de certaines agglomérations (Rennes, Vannes, Saint-Nazaire, Nantes, Perpignan, Narbonne, Montpellier, Nîmes, Toulon, Annecy, Genève-Annemasse) dont la densité dépasse désormais la moyenne nationale !

>> Et dans votre interco, quelle est la densité de population ? Est-ce qu'elle a augmenté ou diminué au cours des dernières années ? Retrouvez tous les chiffres sur [l'application de](#)

I Société

► En 2017, des Français moins inquiets et davantage demandeurs d'intervention publique. Synthèse des résultats baromètre opinion DREES 2017.

K. Antunez ; A. Papuchon.

Ministère des Solidarités et de la Santé - Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES). Mars 2018. 14 p.

Depuis 2000, le Baromètre d'opinion de la DREES est un outil de référence pour analyser l'évolution de l'opinion des Français sur leur santé, sur la protection sociale (assurance maladie, retraite, famille, handicap, dépendance, pauvreté et exclusion) ainsi que sur les inégalités et la cohésion sociale. Enseignements de ce dernier baromètre : les Français sont toujours préoccupés par la situation économique et sociale de la France même s'ils sont moins nombreux qu'en 2013 à exprimer leur inquiétude. Concernant les actions les plus nécessaires à mener pour améliorer les politiques sociales, les Français se prononcent majoritairement pour le développement des services (62 %) plutôt que pour l'augmentation des niveaux des prestations (21 %) ou l'amélioration de l'accompagnement vers les droits (17 %).

I Transfrontalier

► Construire les territoires transfrontaliers : l'Europe pour les citoyens.

Actes des rencontres du 30 novembre et du 1er décembre 2017.

Mission opérationnelle transfrontalière. Mars 2018. 52 p.

Les 30 novembre et 1er décembre 2017 a eu lieu à Bruxelles une conférence sur le thème : « Construire les territoires transfrontaliers, l'Europe pour les citoyens », organisée par la Mission opérationnelle transfrontalière à l'occasion de son vingtième anniversaire. Accueillies par le Comité européen des Régions, plus de 230 personnes ont assisté aux débats autour de trois tables rondes. Parmi les thèmes abordés, la place de la société civile dans les territoires transfrontaliers, des réalisations transfrontalières pour une Europe concrète et enfin, les perspectives d'avenir pour l'après 2020.

I Transition numérique, énergétique et écologique

► Numérique et environnement. Faire de la transition numérique un accélérateur de la transition écologique. Livre blanc.

IDDDRI ; Fing ; WWF ; GreenIT.fr ; CNNum (contrib.). Mars 2018. 34 p.

Ce livre blanc, présenté le 19 mars aux secrétaires d'Etat Brune Poirson et Mounir Mahjoubi, présente 26 propositions d'actions aux acteurs publics pour mettre le potentiel de transformation du numérique au service de la transition écologique. Parmi les propositions : créer des territoires d'expérimentations numérique et écologique pour accueillir les innovateurs qui veulent collaborer avec les pouvoirs publics ; réserver une place, dans les programmes d'innovation numérique, à des projets innovants focalisés sur la production d'impacts écologiques « radicaux » ; rendre obligatoire l'éco-conception des services numériques publics et des grandes entreprises.

► Les territoires ultramarins face à la transition énergétique : les apports d'un modèle d'équilibre général calculable pour La Réunion.

Sabine Garabedian ; Olivia Ricci.

Fédération de Recherche Travail Emploi et Politiques Publiques (TEPP). Rapport de recherche, n° 18.1. Janvier 2018. 42 p.

La transition énergétique qui vise à réduire le recours aux énergies fossiles tout en maintenant une

dynamique économique est donc un enjeu fondamental pour toutes économies, enjeu d'autant plus important pour les territoires ultramarins porteurs de handicaps structurels. Dans ce cadre, cet article vise à apporter des éclairages sur des mesures adaptées aux spécificités des territoires ultramarins. Pour ce faire, les auteurs présentent les structures et les enjeux du secteur énergétique dans ces territoires en mettant l'accent sur le cas de La Réunion, puisqu'elle a comme ambition d'atteindre l'autonomie électrique en 2030.

I Villes moyennes

► Des villes moyennes, des voitures et du béton. Actes vidéos.

Fondation Jean-Jaurès. Mars 2018. 1h46

Dans le cadre de son cycle de travail sur les villes moyennes, la Fondation a débattu des limites du modèle de l'extension des zones pavillonnaires et des grandes surfaces en périphérie des villes avec deux sociologues, Éric Hamelin et Anne Lambert. Depuis le milieu des années 1960, du fait de la banalisation de l'automobile et de l'explosion démographique, la ville gagne du terrain. Encouragés par des mesures d'urbanisme et de financement du logement, les lotissements pavillonnaires et les grandes surfaces, dessinés à la chaîne par de grands promoteurs, s'étendent de plus en plus loin en périphérie des villes. Mais ce modèle pose aujourd'hui de nombreux problèmes, qu'ils soient économiques, sociaux ou environnementaux. Cela est particulièrement vrai dans les villes petites et moyennes qui, du fait probablement de leur taille, ont vu leurs centres se vider au profit de leurs périphéries avec, à la clé, une fragilisation de l'ensemble de leurs bassins de vie.

► Le Grand Est, fort de ses villes moyennes.

Séminaire villes moyennes - Saint-Dizier, 15 mars 2018

Région Grand Est, mars 2018. 45 p.

Dans le cadre du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et égalité des territoires (SRADDET), un séminaire dédié aux villes moyennes s'est déroulé le 15 mars 2018 à Saint-Dizier. Ce séminaire a permis aux représentants élus des villes moyennes de saisir l'opportunité de construire, grâce à la région Grand Est, une nouvelle dynamique autour de leur territoire. En effet, la région est la seule à disposer d'une vision d'ensemble des besoins et des ressources de ses territoires. A cette occasion, Jean Rottner, président de la région Grand Est, a annoncé que la région allait s'emparer de cette opportunité, pour que le déploiement d'une intervention spécifiquement dédiée aux villes moyennes réponde à leurs spécificités et besoins, dans une logique de maillage de leur territoire.

I Actualité parlementaire et réglementaire

► [Instruction DGCL du 22 février 2018](#) relative à la mise en oeuvre de l'article L 1511-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) : rapport annuel sur les dépenses consacrées aux aides d'État en 2017 par les collectivités territoriales et leurs groupements.

► [Instruction interministérielle Min. Intérieur / Min. Cohésion des territoires du 9 mars 2018](#) relative aux opérations prioritaires pour la répartition de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) en 2018.

► [Circulaire DGCL](#) relative aux compensations financières des transferts de compétences inscrites dans la loi de finances initiale pour 2018. Publ. 12 mars 2018.

► [Audition de M. Sébastien Jallet](#), Commissaire général délégué à l'égalité des territoires à la Mission d'évaluation et de contrôle de l'Assemblée nationale [Programmes de rénovation urbaine], le 15 mars 2018.

- [Auditions de MM. Alain Richard et Dominique Bur](#), co-présidents de la mission sur les relations financières État-collectivités territoriales et la refonte de la fiscalité locale, à la Commission des finances de l'Assemblée nationale, le 21 mars 2018.
- [Audition de M. Jean-Luc Rigaut](#), président de l'AdCF, à la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation de l'Assemblée nationale, le 14 mars 2018.
- [Audition de M. Jean-Luc Moudenc](#), président de France urbaine, à la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation de l'Assemblée nationale, le 7 mars 2018.
- [Question orale Sénat du 6 mars 2018](#) relative à la fiscalité des maisons de santé implantées dans une zone de revitalisation rurale (ZRR).

Commissariat général à l'égalité des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Cellule de veille - Direction des stratégies territoriales.

>> S'abonner : accès direct à [l'encart d'inscription](#)

>> Nous contacter : [\[email protected\]](#)

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Commissariat général à l'égalité des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : [\[email protected\]](#)



© 2017 CGET

[Se désinscrire](#)